



Aperçu du secteur Rapport T1-2024

Caisses populaires et credit unions de l'Ontario

25 Sheppard Avenue West,
Suite 100
Toronto, ON
M2N 6S6

Téléphone : 416 250 7250
Toll free: 1 800 668 0128

25, avenue Sheppard Ouest
Bureau 100
Toronto (Ontario)
M2N 6S6

Téléphone : 416 250 7250
Sans frais : 1 800 668 0128

Notes

L'aperçu du secteur est publié tous les trimestres et fournit une analyse et des commentaires sur l'économie et les plus récents résultats financiers déclarés par les credit unions et les caisses populaires du secteur de l'Ontario.

Dans le présent document, sauf indication contraire, les références aux credit unions désignent à la fois les credit unions et les caisses populaires.

Avertissement

L'information présentée dans ce rapport a été préparée à partir des documents financiers non vérifiés soumis par les credit unions à l'ARSF en date du 22 avril 2024 et, par conséquent, l'exactitude et l'exhaustivité ne peuvent être garanties. Les résultats de l'état des revenus sont fondés sur l'ensemble des renseignements annualisés depuis le début de l'année pour chaque credit union.

Publication électronique

L'Aperçu du secteur est publié au format PDF qui peut se lire à l'aide du programme de visualisation Adobe Acrobat Reader. Vous pouvez télécharger cette publication à partir de la section Publications qui se trouve sur la page des credit unions et caisses populaires du site Web de l'ARSF à l'adresse www.fsrao.ca.

Nous joindre

www.fsrao.ca/fr/nous-joindre

This document is also available in English.

Table des matières

1. Faits saillants financiers	4
A. État des revenus	
B. Bilan	
C. Ratios de capital	
D. Mesures clés et ratios	
2. Tendances financières clés du secteur	5
A. Tableau 1 : Certaines tendances de croissance	
B. Tableau 2 : Certaines tendances en matière de rendement	
C. Tableau 3 : Coefficient de rendement et rendement des actifs	
D. Tableau 4 : Croissance des prêts	
E. Tableau 5 : Prêts en souffrance : plus de 30 jours	
F. Tableau 6 : Rendement des prêts	
G. Tableau 7 : Croissance des dépôts	
H. Tableau 8 : Liquidité, emprunts totaux et titrisations	
3. Observations de l'ARSF pour le T4 de 2024	7
4. Aperçu économique	8
5. Consolidation et rentabilité du secteur	10
6. Capital	11
7. Liquidité et efficacité	12
8. Qualité du crédit et croissance	13
9. État des revenus sectoriels	14
10. Bilans sectoriels	15

Trimestre clos le 31 mars 2024

Faits saillants financiers

	Secteur		
	T1-2024	T4-2023	T1-2023
État des revenus (% de l'actif moyen)			
Revenu net d'intérêt	1,48	1,48	1,48
Coûts des prêts	0,04 ³	0,03	0,03
Autres revenus	0,32 ³	0,37	0,42
Frais autres que d'intérêt	1,59 ¹	1,65	1,65
Impôts	0,03	0,03	0,05
Revenu net	0,14 ³	0,15	0,18
Bilan (en milliards de dollars; à la fin du trimestre)			
Actifs	97,2 ¹	96,4	92,0
Prêts	84,4 ¹	84,2	80,0
Dépôts	76,0 ¹	74,4	71,0
Avoir des sociétaires et capital	6,9	6,9	6,6
Ratios de capital (%)			
Levier	6,81 ¹	6,86	6,85
Pondéré en fonction des risques	13,51 ¹	13,63	13,54
Mesures et ratios clés (% sauf dans les cas précisés)			
Rendement du capital réglementaire	1,95 ³	2,05	2,59
Ratio de liquidité	12,5 ¹	11,8	11,3
Coefficient de rendement (avant dividendes et remises d'intérêt)	87,3 ³	85,9	85,7
Coefficient de rendement	90,4 ¹	90,9	87,8
Total des prêts en souffrance > 30 jours	0,64 ³	0,56	0,32
Prêts commerciaux en souffrance > 30 jours	1,56 ³	1,13	0,67
Total des prêts en souffrance >30 jours	0,90 ³	0,72	0,43
Total des prêts en souffrance > 90 jours	0,43 ³	0,31	0,16
Croissance de l'actif (depuis le dernier trimestre)	0,83 ³	2,07	1,28
Croissance des prêts (depuis le dernier trimestre)	0,17 ³	1,26	1,02
Croissance des dépôts (depuis le dernier trimestre)	2,16 ¹	1,87	1,16
Credit unions (nombre)	57 ²	57	60
Nombre de sociétaires (milliers)	1 771 ¹	1 770	1 764
Actif moyen (en millions \$, par credit union)	1 705 ¹	1 690	1 533

* Tendances par rapport au trimestre précédent

Amélioration¹

Neutre²

Dégradation³

Non significatif⁴

Principales tendances financières du secteur

Tableau 1 - certaines tendances de croissance

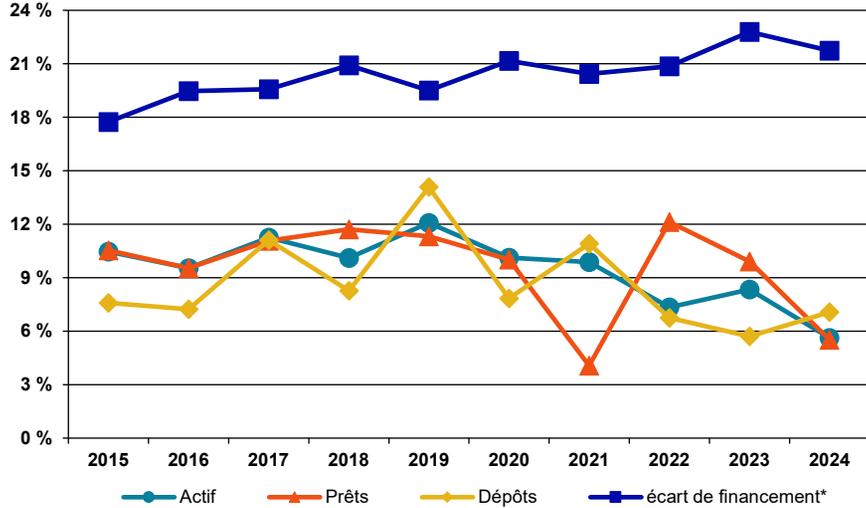


Tableau 2 - certaines tendances au chapitre du rendement

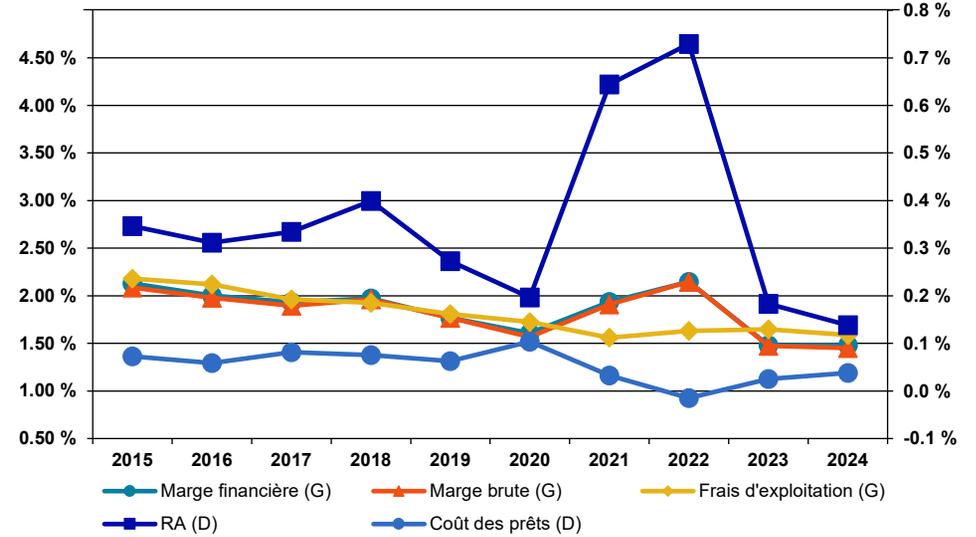


Tableau 3 - coefficient de rendement et rendement de l'actif

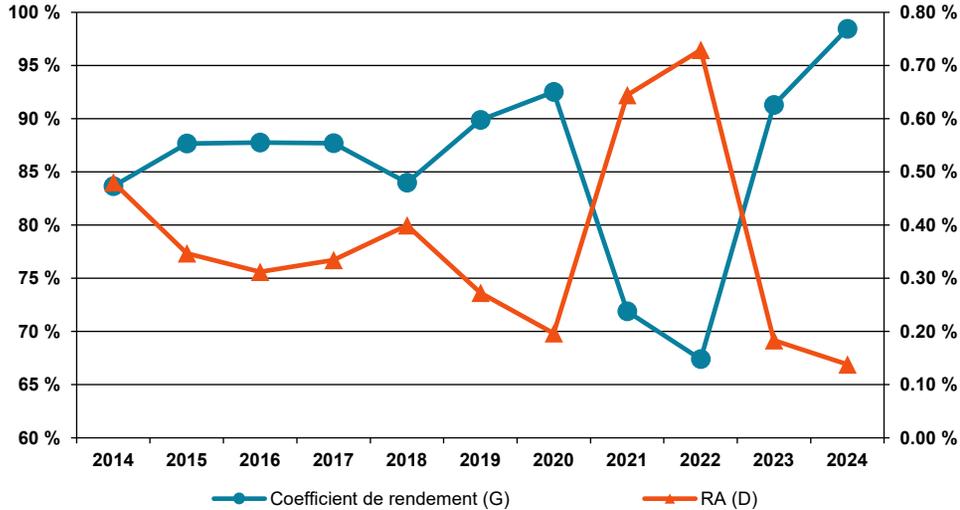
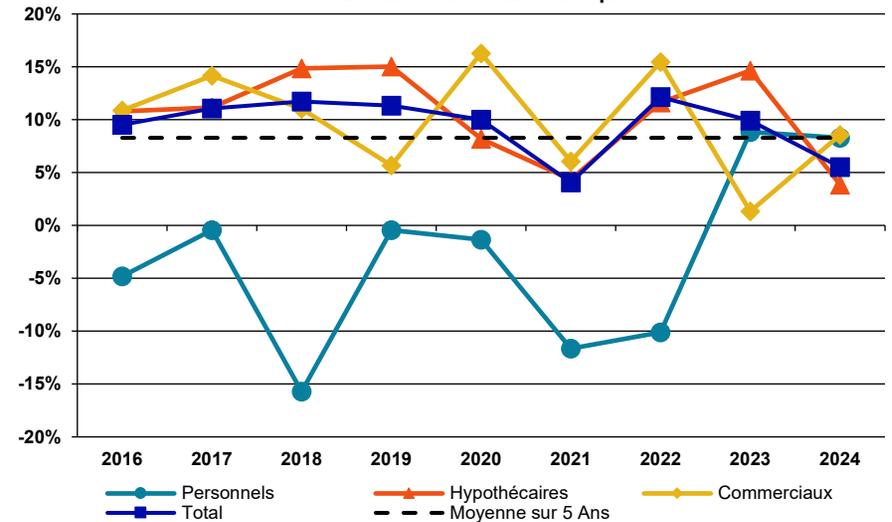


Tableau 4 - croissance des prêts



Principales tendances financières du secteur (suite)

Tableau 5 - prêts en souffrance - plus que 30 jours

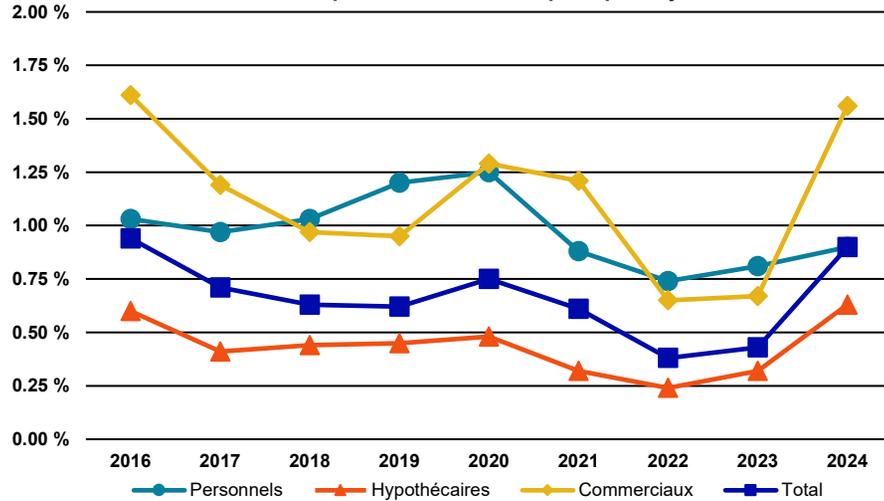


Tableau 6 - rendement des prêts

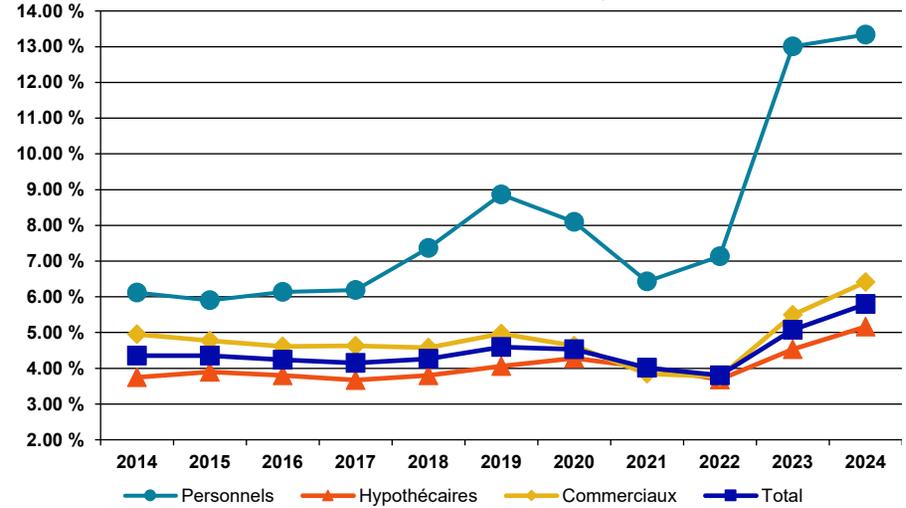


Tableau 7 - croissance annuelle des dépôts

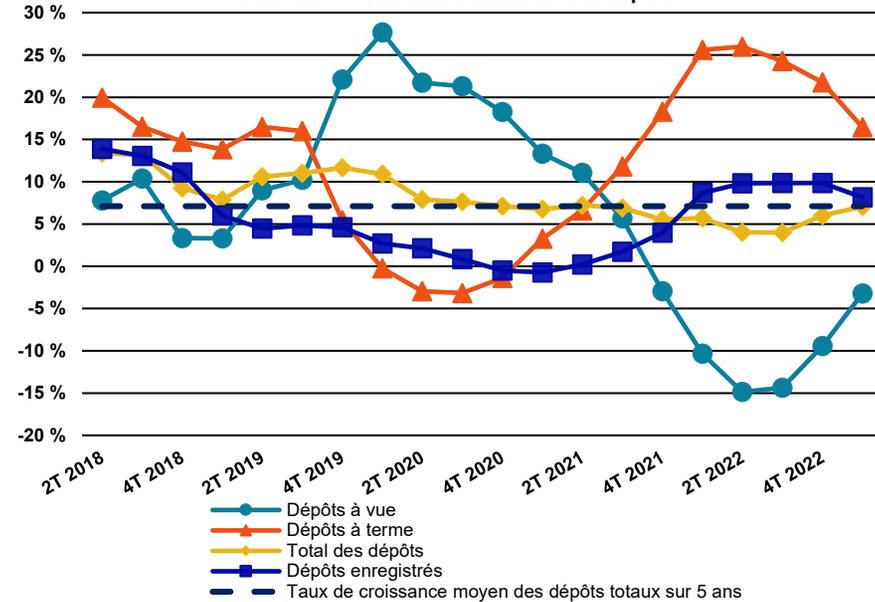
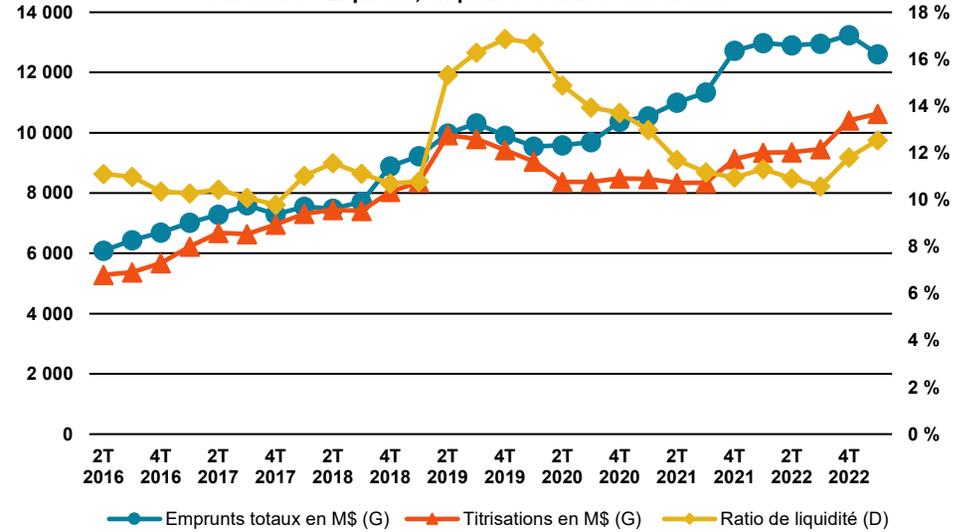


Tableau 8 - Liquidité, emprunts totaux et titrisations



Observations de l'ARSF pour le T4-2023

- Le secteur comprenait 57 institutions au premier trimestre 2024, soit le même nombre qu'au dernier trimestre et trois de moins qu'au trimestre précédent.
- La rentabilité, mesurée par le rendement des avoirs au premier trimestre 2024, était de 14 pb, en baisse de 1 pb par rapport au trimestre précédent et de 5 pb par rapport à l'année dernière. La hausse des intérêts sur les prêts et la baisse de l'impôt sur le revenu ont été plus que compensées par l'augmentation des frais d'intérêt. Les niveaux élevés des taux d'intérêt, la courbe inversée et la différence de sensibilité aux taux d'intérêt entre les portefeuilles de prêts et les dépôts ont contribué à réduire les marges. La détérioration de la marge financière devrait se poursuivre à un rythme plus lent pendant le reste de 2024.
- Les retards de plus de 30 jours sur les prêts hypothécaires résidentiels (qui, avec 53,8 milliards de dollars, représentent 55,5 % des actifs du secteur) étaient de 64 pb en hausse de 31 pb d'une année sur l'autre et de 7 pb par rapport au dernier trimestre. Les retards de paiement à 30 jours sur les prêts commerciaux (qui, à 25,2 milliards de dollars, représentent 26,0 % des actifs du secteur) se sont élevés à 156 pb, soit une augmentation de 89 pb par rapport à l'année précédente et de 43 pb par rapport au dernier trimestre. Le total des prêts en défaillance s'élève à 90 pb, en hausse de 47 pb par rapport à l'année précédente et de 18 pb par rapport au trimestre précédent. Nous prévoyons que le risque de crédit continuera à augmenter en 2024, car les taux d'intérêt globaux restent élevés et davantage de prêts bloqués à des taux inférieurs au cours des années précédentes sont réévalués à des taux plus élevés.
- À la fin du premier trimestre 2024, les actifs du secteur s'élevaient à 97,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 4,9 milliards sur douze mois (5,7 %). Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (+ 3,9 %); la croissance récente est inférieure aux taux historiques, en raison de l'affaiblissement des prix et des volumes et de l'augmentation rapide des taux hypothécaires par rapport aux niveaux antérieurs. Les prêts commerciaux ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (+8,6 %) et les liquidités/investissements ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (+7,5 %). La croissance des prêts

hypothécaires pourrait repartir à la hausse, les emprunteurs anticipant une baisse des taux hypothécaires et une remontée des prix de l'immobilier.

- Le ratio de liquidité était de 12,6 % à la fin du premier trimestre 2024, soit 125 pb de moins que l'année précédente à 11,3 %.
- La croissance annuelle des bénéfices non répartis (1,5 %) a été inférieure à celle de l'actif total (5,7 %). Les autres capitaux de niveau 1 et de niveau 2, y compris les actions d'investissement (en hausse de 240 millions de dollars ou 8,7 % sur douze mois), représentent une source importante de capitaux (3,0 milliards de dollars ou 43,7 % des capitaux au premier trimestre 2024, contre 41,9 % au premier trimestre de 2023).

Aperçu économique

Banque du Canada

Lors de sa réunion du 10 avril, la Banque du Canada a maintenu le taux cible du financement à un jour à 5 %, le taux d'escompte à 5¼ % et le taux de dépôt à 5 %. La Banque a indiqué qu'elle poursuivait sa politique de resserrement quantitatif et a déclaré ce qui suit dans son communiqué.

« La Banque s'attend à ce que l'économie mondiale continue de croître à un taux d'environ 3 % et à ce que l'inflation baisse graduellement dans la plupart des économies avancées. L'économie des États-Unis s'est encore une fois révélée plus forte qu'anticipée, soutenue par la résilience de la consommation ainsi que par les dépenses robustes des entreprises et des administrations publiques. La croissance du produit intérieur brut (PIB) américain devrait ralentir durant la deuxième moitié de l'année, mais rester supérieure à la prévision de janvier. Selon la projection, la croissance dans la zone euro devrait remonter progressivement après l'épisode actuel de faiblesse. Les prix mondiaux du pétrole ont augmenté et s'établissent environ 5 dollars en moyenne au-dessus des niveaux supposés dans le Rapport sur la politique monétaire de janvier. Depuis janvier, les rendements des obligations se sont accrus,

mais, compte tenu de la diminution des écarts de taux sur les obligations de sociétés et de la hausse marquée des marchés des actions, les conditions financières globales se sont assouplies. »

« La Banque a revu à la hausse sa prévision pour la croissance du PIB mondial. Elle anticipe ainsi une croissance de 2¾ % en 2024 et d'environ 3 % en 2025 et 2026. L'inflation devrait continuer de ralentir dans la plupart des économies avancées, même si cette baisse sera probablement irrégulière. Selon la projection, les taux d'inflation atteindront les cibles des banques centrales en 2025. »

« Au Canada, la croissance a stagné durant la deuxième moitié de 2023 et l'offre est devenue excédentaire dans l'économie. Un large éventail d'indicateurs donnent à penser que les conditions du marché du travail s'assouplissent encore. La croissance de l'emploi a été plus lente que celle de la population en âge de travailler, et le taux de chômage a augmenté progressivement pour atteindre 6,1 % en mars. On a vu récemment certains signes que les pressions sur les salaires se modèrent. »

« Une reprise de la croissance économique est attendue en 2024. Cela s'explique surtout par la forte croissance démographique et le redressement des dépenses des ménages. Les investissements résidentiels devraient se raffermir, en réaction à la demande de logements encore robuste. La contribution des dépenses publiques à la croissance s'est aussi accrue. Les investissements des entreprises devraient remonter graduellement après avoir affiché une faiblesse considérable au deuxième semestre de 2023. La Banque s'attend à ce que la croissance des exportations demeure solide tout au long de 2024. »

« Dans l'ensemble, la Banque prévoit une croissance du PIB de 1,5 % en 2024, de 2,2 % en 2025 et de 1,9 % en 2026. Ce renforcement de l'économie permettra à l'offre excédentaire de se résorber peu à peu tout au long de 2025 et au début de 2026. »

« L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) a ralenti pour s'établir à 2,8 % en février, l'atténuation des pressions sur les prix s'étant étendue à un plus grand nombre de biens et de services. Toutefois, la hausse des frais de logement reste très élevée, sous l'effet de la croissance des loyers et du coût de l'intérêt hypothécaire. Les mesures de l'inflation fondamentale, qui avaient avoisiné 3½ %, sont descendues pour se situer juste au-dessus de 3 % en février et les taux annualisés sur trois mois laissent entrevoir

un mouvement à la baisse. La Banque s'attend à ce que l'inflation mesurée par l'IPC soit près de 3 % dans la première moitié de 2024, passe sous la barre des 2½ % dans la seconde moitié de l'année et atteigne la cible de 2 % en 2025. »

« Compte tenu des perspectives, le Conseil de direction a décidé de maintenir le taux directeur à 5 % et de continuer à normaliser le bilan de la Banque. Bien que l'inflation reste trop élevée et que des risques demeurent, l'inflation mesurée par l'IPC et l'inflation fondamentale ont encore diminué ces derniers mois. Le Conseil sera à l'affût de signes que ce mouvement à la baisse est durable. Il surveille en particulier l'évolution de l'inflation fondamentale, et continue de s'intéresser de près à l'équilibre entre l'offre et la demande dans l'économie, aux attentes d'inflation, à la croissance des salaires et aux pratiques d'établissement des prix des entreprises. La Banque reste déterminée à rétablir la stabilité des prix pour la population canadienne. »

La prochaine date prévue pour l'annonce du taux cible du financement à un jour est le 5 juin 2024.

Avec le ralentissement de l'inflation, le rendement nominal du Trésor devrait diminuer en conséquence, ce qui entraînera une baisse du rendement des prêts et du coût de financement. Toutefois, le rendement moyen des prêts et le coût de financement du secteur des credit unions de l'Ontario devraient continuer à augmenter lentement en 2024, étant donné qu'une partie importante du portefeuille et du financement du secteur arrivant à échéance est encore réévaluée à des taux plus élevés. Les marges financières du secteur resteront sous pression en 2024. Alors que la croissance économique s'essouffle au Canada, le risque de crédit reste un domaine de risque essentiel, suivi par les risques de capital et de liquidité.

Dettes des ménages

Statistique Canada a rapporté le 13 mars 2023 que le montant des dettes des Canadiens par rapport à leur revenu a diminué au quatrième trimestre de 2023, la croissance du revenu disponible des ménages ayant été supérieure à celle de l'endettement sur le marché du crédit.

En données corrigées des variations saisonnières, l'endettement des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages a baissé à 178,7 % au quatrième trimestre, contre 179,2 % au troisième trimestre, le revenu disponible des ménages (+1,3 %) ayant augmenté légèrement plus vite que l'endettement sur le marché du crédit (+0,8 %). Toutefois, le ratio du service de la dette des ménages, mesuré comme le total des paiements obligatoires du principal et des intérêts sur la dette du marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages, a augmenté pour atteindre 15,0 % au quatrième trimestre, contre 14,9 % au troisième trimestre après ajustement, les paiements de la dette ayant augmenté plus rapidement que le revenu disponible des ménages.

Nous prévoyons que les retards de paiement et les baisses de valeur dans le secteur des credit unions de l'Ontario resteront un domaine de risque important en 2024, car les ménages ontariens doivent faire face à des remboursements de dettes plus élevés sans que leurs revenus n'augmentent dans les mêmes proportions.

Marchés de l'habitation

Le 3 avril 2024, la Toronto Region Real Estate Board (TRREB) a indiqué que les ventes de maison avaient augmenté de 11,2 % en mars 2024 par rapport à mars 2023. Nous avons constaté une amélioration progressive des conditions du marché au cours du dernier trimestre. Davantage d'acheteurs se sont adaptés à l'environnement de taux d'intérêt plus élevés. Au même moment, les propriétaires anticipent peut-être une amélioration des conditions du marché au printemps, ce qui contribue à expliquer la forte augmentation des nouvelles inscriptions depuis le début de l'année. En supposant que nous bénéficions de coûts d'emprunt plus faibles dans un avenir proche, les ventes augmenteront encore, les nouvelles inscriptions seront absorbées et le resserrement des conditions du marché poussera les prix de vente à la hausse.

Les agents immobiliers de la région du Grand Toronto (RGT) ont déclaré 6 560 ventes par l'intermédiaire du système MLS® de la TRREB en mars 2024, soit une baisse de 4,5 % par rapport à mars 2023. Les nouvelles inscriptions ont augmenté de 15 % au cours de

la même période. En données mensuelles corrigées des variations saisonnières, les ventes ont baissé de 1,1 %. Les nouvelles inscriptions ont diminué de 3 % par rapport à février.

Le prix de référence composite de l'Indice des prix des propriétés MLS® (IPP MLS®) a augmenté de 0,3 % sur douze mois. Le prix de vente moyen a augmenté de 1,3 % pour atteindre 1 121 615 \$. Sur une base mensuelle désaisonnalisée, le prix de référence composite de l'IPP MLS® a augmenté de 0,2 % et le prix de vente moyen de 0,7 % par rapport à février. « La croissance des prix devrait s'accélérer au printemps et plus encore au second semestre, lorsque la croissance des ventes rattrapera celle des inscriptions et que des conditions de marché favorables aux vendeurs commenceront à apparaître dans de nombreux quartiers. La baisse des coûts d'emprunt dans les mois à venir contribuera à alimenter la demande de logements en propriété. »

Dans son rapport, la TRREB a fait les observations suivantes.

« Alors que la demande de logements en propriété et en location augmente, l'offre continuera d'être une priorité. Les gouvernements à tous les paliers doivent continuer à se concentrer sur la recherche de solutions novatrices pour augmenter la quantité et la diversité de l'offre de logements afin d'en améliorer l'accessibilité. Il s'agit notamment de lever les obstacles aux arrangements non traditionnels, comme des modèles de copropriété, au profit des acheteurs de logements, y compris les premiers acheteurs et les personnes âgées. Encourager une faible densité, y compris les multiplexes, est essentiel pour aider les zones à forte demande, comme la région élargie du Golden Horseshoe à atteindre leurs objectifs en matière d'offre de logements. »

La situation du marché dans la RGT peut être extrapolée au reste des marchés de l'Ontario, qui sont régis par des forces similaires, comme l'attente de la baisse des taux hypothécaires et une demande accrue due à la croissance de la population. Nous n'avons pas encore vu la croissance des prêts hypothécaires dans le secteur des credit unions de l'Ontario. Lorsque la demande de prêts hypothécaires commencera à augmenter, les liquidités et le niveau de capital des credit unions s'amenuiseront, en particulier lorsque la croissance organique du capital du secteur est inférieure à son niveau historique et que le coût de financement se situe à un niveau historiquement élevé.

Consolidation du secteur

Il y avait 57 institutions à la fin du premier trimestre 2024, soit trois de moins que l'année précédente et le même nombre qu'au trimestre précédent. L'actif moyen par établissement s'élève à 1,7 milliard de dollars (en hausse de 171 millions de dollars ou 11,2 % sur douze mois), reflétant la croissance organique et les consolidations.

Rentabilité

Comparaison entre le T1-2024 et le T1-2023

Comme le montrent les tableaux 2 et 3, le rendement des avoirs au premier trimestre 2024 a été de 14 pb, soit une baisse de 4 pb par rapport aux 18 pbs enregistrés au trimestre précédent. L'augmentation des intérêts sur les prêts (en hausse de 58 pb à 4,3 %) a été plus que compensée par l'augmentation des charges d'intérêts sur les dépôts (en hausse de 72 pb à 2,7 %).

Dix des 57 institutions avaient un rendement négatif sur les actifs. L'ARSF surveille de près celles qui ne sont pas rentables, identifie les principaux problèmes et travaille avec les credit unions pour élaborer des stratégies visant à rétablir la rentabilité.

Comparaison entre le T1-2024 et le T4-2023

La rentabilité du secteur a baissé de 1 pb par rapport au trimestre précédent, reflétant une augmentation des intérêts sur les prêts de 26 pb (contre 4,1 %), compensée en grande partie par une augmentation des charges d'intérêts sur les dépôts de 37 pb (contre 2,3 %).

Comparaison entre le secteur de l'Ontario au T4-2023 et le secteur du Canada au T4-2023*

La rentabilité du secteur de l'Ontario de 14 pb était de 9 pb inférieure à celle du secteur du Canada, de 23 pb.

*Selon l'Association canadienne des coopératives financières, y compris le secteur de l'Ontario

Capital

Comparaison entre le T1-2024 et le T1-2023

Les capitaux sectoriels ont augmenté pour atteindre 6,9 milliards de dollars (en hausse de 278 millions de dollars ou 4,2 %) par rapport au trimestre précédent et se composent des éléments suivants :

- Bénéfices non répartis de 3,9 milliards de dollars (en hausse de 59,2 millions de dollars ou 1,5 %);
- Placements et parts de ristourne de 3,0 milliards de dollars (en hausse de 239,7 millions de dollars ou 8,7 %);
- Parts sociales de 55,3 millions de dollars (en baisse de 921 000 ou 1,6 %).

En pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques, le capital sectoriel était de 13,5 %, en baisse de 3 pb par rapport au trimestre précédent. Le levier financier est de 6,8 %, en baisse de 4 pb par rapport au trimestre précédent.

Comparaison entre le T1-2024 et le T4-2023

Les fonds propres sectoriels ont diminué de 9,3 millions de dollars (-0,14 % par rapport à 6,6 milliards de dollars) par rapport au trimestre précédent, les bénéfices non répartis et les parts sociales ayant augmenté de 543 000 (1,1 % par rapport à 54,8 millions), les parts d'investissement et les autres fonds propres de catégorie 1 ou 2 ayant augmenté de 64,1 millions, soit 2,2 %.

Par rapport au trimestre précédent, les fonds propres sectoriels en pourcentage des actifs pondérés en fonction des risques ont diminué de 12 pb (de 13,6 %); l'effet de levier financier a également diminué de 5 pb (de 6,9 %).

Liquidité (y compris la titrisation)

Comparaison entre le T1-2024 et le T1-2023

Comme le montrent les tableaux 7 et 8, les dépôts du secteur ont augmenté de 5,0 milliards de dollars (en hausse de 7,1 % pour atteindre 76,0 milliards de dollars); les titrisations ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (en hausse de 13,8 % pour atteindre 10,6 milliards de dollars) et les emprunts ont diminué de 1,6 milliard de dollars (en baisse de 45,8 % pour atteindre 2,0 milliards de dollars). Le passif total a connu une augmentation nette de 4,9 milliards de dollars (soit une hausse de 5,7 % pour atteindre 90,3 milliards de dollars) par rapport à l'année précédente. Les actifs liquides ont diminué de 0,5 milliard de dollars (soit une baisse de 7,5 % à 11,4 milliards de dollars), entraînant une diminution de la liquidité à 12,6 % (soit une baisse de 125 pb par rapport à 11,3 % au premier trimestre 2023).

Au premier trimestre 2024, 24 institutions avec des actifs totaux de 90,4 milliards de dollars (soit 93,0 % des actifs du secteur) ont participé à des programmes de titrisation.

Comparaison entre le T1-2024 et le T4-2023

Les dépôts du secteur ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (en hausse de 2,2 %, à 74,4 milliards de dollars), les titrisations ont augmenté de 225,6 millions de dollars (en hausse de 2,2 %, à 10,6 milliards de dollars), tandis que les emprunts ont diminué de 864,9 millions de dollars (en baisse de 30,5 %, à 2,0 milliards de dollars) par rapport au trimestre précédent. Les actifs liquides ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (de 6,6 % par rapport à 10,6 milliards de dollars), ce qui a entraîné une augmentation de 74 pb des liquidités (de 11,8 %).

Coefficient de rendement (avant les dividendes et remises d'intérêts)

Comparaison entre le T1-2024 et le T1-2023

Comme le montre le tableau 3, le taux de rendement du secteur s'est détérioré pour atteindre 87,4 % (soit une augmentation de 1,6 point de pourcentage par rapport à 85,7 %) par rapport au trimestre précédent.

Comparaison entre le T1-2024 et le T4-2023

Par rapport au trimestre précédent, le taux de rendement du secteur s'est détérioré de 1,4 point de pourcentage pour atteindre 87,4 %.

Comparaison entre le secteur de l'Ontario au T4-2023 et le secteur du Canada au T4-2023

Les frais autres que d'intérêt en pourcentage de l'actif moyen pour le secteur de l'Ontario (1,7 %) étaient de 17 pb plus bas que ceux du secteur canadien (1,8 %). Toutefois, le taux de rendement du secteur ontarien (91 %) était inférieur de 8 points de pourcentage à celui du secteur canadien (83 %).

Qualité du crédit (prêts en souffrance depuis plus de 30 jours)

Comparaison entre le T1-2024 et le T1-2023

Comme le montre le tableau 5, le nombre total de prêts en souffrance a augmenté pour atteindre 90 pb (soit une hausse de 47 pb par rapport à 43 pb) par rapport au trimestre précédent. Le pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels en souffrance a augmenté pour atteindre 64 pb (contre 32 pb, soit une hausse de 32 pb) et le pourcentage des prêts commerciaux en souffrance a augmenté pour atteindre 156 pb (contre 67 pb, soit une hausse de 89 pb).

Comparaison entre le T1-2024 et le T4-2023

Par rapport au trimestre précédent, le montant total des prêts en souffrance a augmenté de 18 pb (contre 72 pb), reflétant une augmentation de 7 pb (contre 56 pb) pour les prêts hypothécaires résidentiels et de 43 pb (contre 47 pb) pour les prêts commerciaux.

Croissance

Comparaison entre le T1-2024 et le T1-2023

Le total des actifs du secteur a augmenté pour atteindre 97,1 milliards de dollars (soit une hausse de 5,1 milliards de dollars ou 5,6 %) par rapport au trimestre précédent. Cela tient compte de l'augmentation des prêts hypothécaires résidentiels à 53,8 milliards de dollars (en hausse de 2,0 milliards de dollars ou 3,9 %) et des prêts commerciaux à 25,2 milliards de dollars (en hausse de 2,0 milliards de dollars ou 8,6 %), et des liquidités/investissements de 11,4 milliards de dollars (en hausse de 0,8 milliard de dollars ou 7,5 %).

Comparaison entre le T1-2024 et le T4-2023

Le total des actifs du secteur a augmenté de 804,4 millions de dollars (0,8 % par rapport à 96,3 milliards de dollars) par rapport au trimestre précédent, reflétant une baisse des prêts hypothécaires résidentiels de 216,8 millions de dollars (-0,4 % par rapport à 54,1 milliards de dollars) et une augmentation des prêts commerciaux de 272 millions de dollars (1,1 % par rapport à 25,0 milliards de dollars), et des liquidités/investissements de 706 millions de dollars (6,6 % par rapport à 10,6 milliards de dollars).

Comparaison entre le secteur de l'Ontario au T4-2023 et le secteur du Canada au T4-2023

La croissance de l'actif total du secteur ontarien (6,1 %) a dépassé celle du secteur canadien (4,2 %), reflétant une croissance plus élevée des prêts hypothécaires résidentiels de 4,9 % (contre 4,0 % pour le secteur canadien); des prêts commerciaux de 9,6 % (contre 6,7 %) et des prêts agricoles de 6,7 % (contre 2,8 %).

État des revenus du secteur

Pourcentage de l'actif moyen (sauf indication contraire)	Secteur de l'Ontario			Secteur du Canada ¹
	T4-2023	T3-2023	T4-2022	T3-2023
Revenu d'intérêts et de placements				
Revenu d'intérêts sur les prêts	4,07 %	3,99 %	3,15 %	3,75 %
Revenu de placements	0,37 %	0,40 %	0,36 %	0,55 %
Total du revenu d'intérêts et de placements	4,44 %	4,40 %	3,51 %	4,30 %
Charge au titre des intérêts et des dividendes				
Frais d'intérêts sur les dépôts	2,30 %	2,21 %	1,18 %	2,23 %
Remises d'intérêts/dividendes sur le capital social	0,07 %	0,05 %	0,08 %	0,00 %
Dividendes sur les capitaux de placement et autre capital	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,06 %
Autres frais d'intérêt	0,55 %	0,54 %	0,33 %	0,23 %
Total	0,67 %	0,64 %	0,46 %	0,29 %
Total des charges au titre des intérêts et des dividendes	2,96 %	2,86 %	1,64 %	2,52 %
Revenu net d'intérêts et de placements	1,48 %	1,54 %	1,87 %	1,83 %
Coûts des prêts	0,03 %	0,02 %	0,01 %	0,05 %
Revenu net d'intérêts et de placements après frais relatifs aux prêts	1,45 %	1,52 %	1,86 %	1,78 %
Autres revenus (autres que d'intérêts)	0,37 %	0,36 %	0,40 %	0,45 %
Revenu net d'intérêts, de placements et autres revenus	1,82 %	1,88 %	2,26 %	2,25 %
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages sociaux	0,92 %	0,92 %	0,92 %	1,03 %
Occupation	0,13 %	0,13 %	0,13 %	0,13 %
Équipement informatique, de bureau et autres	0,18 %	0,18 %	0,19 %	
Publicité et communications	0,07 %	0,07 %	0,07 %	0,14 %
Sécurité des sociétaires	0,08 %	0,08 %	0,08 %	0,33 %
Administration	0,20 %	0,19 %	0,20 %	0,17 %
Autres	0,08 %	0,08 %	0,08 %	
Total des frais autres que d'intérêts	1,65 %	1,64 %	1,67 %	1,80 %
Bénéfice net/(perte nette) avant impôts	0,17 %	0,24 %	0,59 %	0,42 %
Impôts	0,03 %	0,04 %	0,19 %	0,07 %
Bénéfice net/(perte nette)	0,14 %	0,20 %	0,41 %	0,29 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	94 \$	93 \$	87 \$	300 \$

¹Résultats sommaires selon l'Association canadienne des coopératives financières, comprend le secteur de l'Ontario.

*Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder

Bilans du secteur

En millions de dollars

	Secteur		
	T4-2023	T3-2023	T4-2022
Actif			
Encaisse et placements	10 660	9 653	10 166
Prêts personnels	2 114	2 077	1 945
Prêts hypothécaires résidentiels	54 088	53 639	51 556
Prêts commerciaux	24 988	24 503	22 796
Prêts institutionnels	158	154	164
Prêts aux associations sans personnalité morale	47	46	48
Prêts agricoles	2 812	2 744	2 636
Total des prêts	84 206	83 163	79 146
Total de la provision pour prêts	209	199	202
Immobilisations	680	669	638
Actif incorporel et autres éléments d'actif	994	1 114	1 077
Total de l'actif	96 332	94 400	90 825
Passif			
Dépôts à vue	27 234	27 148	30 080
Dépôts à terme	31 770	30 675	26 095
Dépôts enregistrés	15 417	15 244	14 034
Total des dépôts	74 421	73 067	70 208
Emprunts	2 834	3 501	3 596
Titrisations	10 408	9 458	9 129
Autres éléments du passif	1 791	1 717	1 341
Total du passif	89 454	87 742	84 273
Avoir des sociétaires et du capital			
Parts sociales d'adhésion	55	56	55
Bénéfices non répartis	3 933	3 933	3 805
Autre capital de catégorie 1 et 2	2 934	2 781	2 769
Cumul des autres résultats attendus	(43)	(113)	(77)
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6 878	6 657	6 552
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	96 332	94 400	90 825

* Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur	Secteur Augmentation/(diminution) en % par rapport à		
	T4-2023 millions de \$	T3-2023	T4-2022
Actif			
Encaisse et placements	10 660	10,4 %	4,9 %
Prêts personnels	2 114	1,8 %	8,7 %
Prêts hypothécaires résidentiels	54 088	0,8 %	4,9 %
Prêts commerciaux	24 988	2,0 %	9,6 %
Prêts institutionnels	158	2,6 %	-3,7 %
Prêts aux associations sans personnalité morale	47	1,3 %	-2,9 %
Prêts agricoles	2 812	2,5 %	6,7 %
Total des prêts	84 206	1,3 %	6,4 %
Total de la provision pour prêts	209	5,2 %	3,9 %
Immobilisations	680	1,7 %	6,7 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	994	-10,7 %	-7,7 %
Total de l'actif	96 332	2,0 %	6,1 %
Passif			
Dépôts à vue	27 234	0,3 %	-9,5 %
Dépôts à terme	31 770	3,6 %	21,7 %
Dépôts enregistrés	15 417	1,1 %	9,9 %
Total des dépôts	74 421	1,9 %	6,0 %
Emprunts	2 834	-19,0 %	-21,2 %
Titrisations	10 408	10,0 %	14,0 %
Autres éléments du passif	1 791	4,3 %	33,6 %
Total du passif	89 454	2,0 %	6,1 %
Avoir des sociétaires et capital			
Parts sociales d'adhésion	55	-1,4 %	0,3 %
Bénéfices non répartis	3 933	0,0 %	3,4 %
Autre capital de catégorie 1 et 2	2 934	5,5 %	5,9 %
Cumul des autres résultats attendus	(43)	-61,7 %	-43,8 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	6 878	3,3 %	5,0 %
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	96 332	2,0 %	6,1 %

* Comme les totaux ont été arrondis, ils pourraient ne pas concorder.

Bilans du secteur

En pourcentage de l'actif total	Secteur			Secteur canadien ¹
	T4-2023	T3-2023	T4-2022	T3-2023
Actif				
Encaisse et placements	11,1 %	10,2 %	11,2 %	14,10 %
Prêts personnels	2,2 %	2,2 %	2,1 %	3,6 %
Prêts hypothécaires résidentiels	56,1 %	56,8 %	56,8 %	50,1 %
Prêts commerciaux	25,9 %	26,0 %	25,1 %	25,5 %
Prêts institutionnels	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,9 %
Prêts aux associations sans personnalité morale	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,0 %
Prêts agricoles	2,9 %	2,9 %	2,9 %	3,7 %
Total des prêts	87,4 %	88,1 %	87,1 %	83,8 %
Total de la provision pour prêts	0,2 %	0,2 %	0,2 %	-0,3 %
Immobilisations	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %
Actif incorporel et autres éléments d'actif	1,0 %	1,2 %	1,2 %	1,5 %
Total de l'actif	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Passif				
Dépôts à vue	28,3 %	28,8 %	33,1 %	37,1 %
Dépôts à terme	33,0 %	32,5 %	28,7 %	32,6 %
Dépôts enregistrés	16,0 %	16,1 %	15,5 %	14,5 %
Total des dépôts	77,3 %	77,4 %	77,3 %	84,4 %
Emprunts	2,9 %	3,7 %	4,0 %	5,7 %
Titrisations	10,8 %	10,0 %	10,1 %	
Autres éléments du passif	1,9 %	1,8 %	1,5 %	2,7 %
Total du passif	92,9 %	92,9 %	92,8 %	92,8 %
Avoir des sociétaires et capital				
Parts sociales d'adhésion	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,5 %
Bénéfices non répartis	4,1 %	4,2 %	4,2 %	5,8 %
Autre capital de catégorie 1 et 2	3,0 %	2,9 %	3,0 %	1,1 %
Cumul des autres résultats attendus	0,0 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %
Total de l'avoir des sociétaires et du capital	7,1 %	7,1 %	7,2 %	7,3 %
Total du passif, de l'avoir des sociétaires et du capital	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %